

Conférence de presse de début d'année du 3 janvier 2020

## Une déferlante d'initiatives menace l'agriculture

*Exposé de Martin Rufer (le discours prononcé fait foi)*

À l'heure actuelle, la société toute entière a les yeux braqués sur le secteur agricole : celui-ci se voit menacé par une déferlante d'initiatives visant à le remodeler de manière parfois radicale. La situation actuelle donne à penser que le secteur primaire est devenu en quelque sorte le reflet de ce que la société attend encore de l'agriculture. Et je dis bien « attend encore », car cela fait belle lurette que les familles paysannes produisent ce que demandent et achètent les consommateurs. La Suisse pourrait déjà être un pays 100 % bio si tout le monde achetait des produits issus de la production biologique. Or, ce ne sont pas les agriculteurs qui freinent ce secteur. Ce n'est pas notre faute si le bio, qui représente environ 10 % du marché, reste une niche. En toute honnêteté, ce n'est pas non plus la faute des grands distributeurs, qui promeuvent avec ardeur le bio et les produits sous labels. En tout et pour tout, ce n'est que la faute des consommateurs, qui, la plupart du temps, apprécient les produits indigènes, pourvu qu'ils puissent les acheter à un prix avantageux. Aussi les agriculteurs peinent-ils à comprendre toutes les exigences que proposent les initiatives « Pour une eau potable propre » et « Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse ».

L'agriculture suisse a fait le choix de la production durable il y a déjà plusieurs décennies. La plupart de nos agriculteurs se conforment aussi à cet engagement. À l'inverse de ce que suggère l'image que les ONG en particulier donnent de l'agriculture, nous cherchons et mettons en œuvre des solutions à de nouveaux problèmes. Par exemple, au cours des dix dernières années, le recours aux produits phytosanitaires de synthèse a reculé de 27 %, et celui du glyphosate de même 55 %. Entre-temps, deux tiers des produits phytosanitaires les plus utilisés sont de nature biologique. Les alternatives sont devenues la norme lorsqu'elles existent. Je pense ici à la lutte contre le carpocapse des pommes ou la pyrale du maïs. Les objectifs environnementaux de la Confédération en matière de biodiversité sont atteints depuis longtemps. L'agriculture a aussi une longueur d'avance sur la médecine humaine pour ce qui est des antibiotiques : non seulement l'usage de ces derniers a diminué de moitié au cours des dernières années, mais le vétérinaire doit désormais inscrire chaque dose administrée dans une banque de données nationale. De nos jours cependant, plus personne ne se rend compte des nombreuses prestations et de tous les efforts que nous faisons pour préserver l'environnement et garantir la propreté de l'eau, ni même des contraintes multiples que les acheteurs posent aux agriculteurs.

Selon toute vraisemblance, le peuple se prononcera sur les deux initiatives en novembre. Le résultat de cette votation sera déterminant pour notre avenir. Aussi séduisante que semble notamment l'initiative pour une eau potable propre, les revendications principales des initiants sont draconiennes. Quiconque voudra encore recevoir des paiements directs ne devra plus utiliser de produits phytosanitaires ni acheter de fourrage. En renonçant à tout produit entrant dans la protection des végétaux, la majeure partie de la production végétale indigène sera réduite à une niche de marché, et nous devrons avant tout importer pour répondre à nos besoins. Ou, tout au contraire, les producteurs de fruits, de légumes et de pommes de terre renonceront aux paiements directs et ne devront se plier qu'aux prescriptions légales, sans avoir besoin de fournir les prestations écologiques requises. Là de même, l'environnement en pâtirait. L'exigence que les exploitations produisent elles-mêmes la totalité de leur fourrage et qu'elles ne puissent plus en acheter entre elles est tout aussi insensée. Une telle exigence limiterait et renchérirait la production de manière considérable, et, de ce fait, encouragerait surtout les importations de produits animaux issus en premier lieu des élevages avicoles et porcins. Les œufs suisses des poules suisses jouissant d'un accès au jardin d'hiver et au pâturage seraient amenés à disparaître, ou alors deviendraient une niche de marché pour des consommateurs pouvant et voulant se permettre pareille folie.